

# Jospin : le défaut de la cuirasse

*Le Premier ministre est au plus haut dans les sondages. Mais il risque d'avoir de plus en plus de mal à imposer ses vues à ses partenaires. Le danger, pour lui, c'est l'immobilisme*

**L**es sénateurs s'apprêtent à infliger un camouflet à Lionel Jospin. En octobre, ils étudieront le projet de loi gouvernemental censé mettre un terme au cumul des mandats de maire et de parlementaire. Les députés de la gauche plurielle, contraints par les promesses de campagne du futur Premier ministre, en ont déjà voté le principe. Mais la majorité sénatoriale, composée du RPR et de l'UDF, est, elle, décidée à repousser les dispositions anticumul. En bloc, sans chercher de compromis, refermant du même coup l'ambitieux chantier de modernisation de la vie publique. C'est ce que René Monory, président de la Chambre haute, a fermement expliqué au Premier ministre, le 7 juillet dernier, lors d'un déjeuner en tête à tête au palais du Luxembourg.

Pour Lionel Jospin, qui a déjà évoqué la situation avec ses conseillers, le piège est redoutable. Déclarer la guerre au Sénat en dénonçant son conservatisme, tentative à laquelle il a déjà cédé (1), han-

dicaperait considérablement la poursuite de son travail gouvernemental. Réclamer un référendum au président de la République, d'ailleurs opposé au projet, paraît aussi excessif qu'inutile. Appliquer enfin la réforme à la seule Assemblée nationale est envisageable, députés de droite et de gauche risquant alors d'entrer en rébellion. Il reste donc une seule issue au chef du gouvernement : exprimer des regrets publics pour l'enterrement de sa loi, puis passer à autre chose. Les cumulards peuvent dormir tranquilles.

Cette reculade programmée – la seconde après l'échec, en juin, de la tentative de changement du mode de scrutin des élections européennes – signale le phénomène nouveau de cette rentrée politique : le début d'une perte d'autorité du Premier ministre. Cela ne se déduit pas seulement des rapports difficiles, mais après tout ordinaires, qu'il entretient avec son opposition. Cette faiblesse naissante se remarque aussi, et surtout, à l'évolu-

tion des relations politiques au sein même de la gauche plurielle. En effet, le temps paraît révolu où Lionel Jospin imposait ses vues à ses partenaires, posant ainsi les jalons d'un projet social-démocrate relativement moderne. Fort de la légitimité acquise lors de la campagne électorale des élections législatives anticipées, doté en outre d'un incontestable savoir-faire, il a pu, depuis son accession à Matignon, initier la privatisation de France Télécom ou d'Air France, poursuivre une politique d'intégration européenne, préserver un cadre restrictif à la législation sur l'immigration. Les Verts et le PCF ont surmonté leurs désaccords, jugeant qu'une participation aux affaires leur apportait enfin ce supplément de crédibilité indispensable aux aventures politiques de longue haleine.

**« Il faut aller plus loin, plus vite »**

Cette période de tolérance est terminée. La perspective des élections européennes de juin 1999 pousse les écologistes à une démarche identitaire. En confiant la direction de leur campagne à une personnalité étrangère au jeu politique intérieur, Daniel Cohn-Bendit en l'occurrence, ils montrent bien le faible intérêt que leur inspirent les nécessités de la solidarité gouvernementale. Leur discours devrait ainsi évoluer vers des tonalités plus critiques, qu'il s'agisse du sort des sans-papiers, de l'avenir du nucléaire ou même des

choix économiques. Les communistes, de la même façon, commencent à prendre des distances. La base militante n'admet pas la privatisation récente de Thomson et juge sévèrement ses dirigeants pour le maigre bilan de la participation du PCF au gouvernement. Confronté à la colère qui monte, Robert Hue promet tous les jours une « radicalité » nouvelle. A un moment, poussé par la vague, il sera bien obligé de passer à l'acte. La discussion budgétaire de l'automne devrait être chaude.

Ces mouvements avivent les contradictions au sein de la coalition gouvernementale. Ils nuisent de ce fait à la cohésion d'ensemble et, par ricochet, amenuisent la marge de manœuvre de Lionel Jospin. **Du coup, l'immobilisme guette alors que s'amoncellent les dossiers difficiles** : endettement de l'Etat, déficit de la Sécurité sociale, avenir des retraites, adaptation des services publics aux normes européennes... Sensibles à ce climat, des dirigeants socialistes influents ont tiré la sonnette d'alarme durant l'été. Rappelant au Premier ministre son devoir de réforme, Jacques Delors a, le premier, donné le ton d'admonestations inédites. « Il faut aller plus loin, plus vite dans la réduction des dépenses publiques non prioritaires et dans la réalisation d'un équilibre durable des comptes sociaux, écrit-il dans *Le Nouvel Observateur* de la mi-juillet. (...) Ce qui fait la différence à l'ère de la globalisation, c'est l'art d'antici-



Lionel Jospin à la sortie de la réunion des ministres, le 20 août. Sa stratégie personnelle : maintenir l'unité de la gauche plurielle.

per le monde de demain et de réaliser en temps utiles les réformes nécessaires. » Dans *Le Monde* du 19 août, c'est Jack Lang qui y va de son conseil : « Un Etat libéré de ses scléroses et de ses boulets, de ses déficits et de ses dettes donnera toutes ses chances à la création trop souvent bridée de richesses économiques. Telle est l'une des missions de la gauche contemporaine. » Deux jours plus

ajoute sa pierre à l'édifice : « Pour conforter la reprise, il est raisonnable d'amplifier, dans les années qui viennent, la baisse des impôts et celle des charges sur les bas salaires. » Un brin perfide, il précise : « C'est une option importante, où la direction à suivre doit être clairement et durablement fixée. »

Ces réflexions, généralement inspirées du « blairisme » et rarement dénuées d'arrière-pensées, soulignent l'impuis-

sance particulière de Lionel Jospin. Le caractère hétéroclite de sa majorité le condamne aux nuances, aux demi-mesures. Difficile alors de satisfaire ceux qui, dans son propre parti, réclament l'accélération, sinon la révolution. « L'an prochain, énonce l'un des collaborateurs du chef du gouvernement, les impôts baisseront déjà de 16 milliards de francs. » Pourtant, l'abondance des rentrées fiscales permet vraisemblablement de

faire mieux. « Réduire plus rapidement les déficits ? questionne un ministre. En réduisant le nombre de policiers ou d'enseignants ? En coupant plus vite et plus fort dans le budget de la Défense ? » Là encore, l'heure n'est pas aux bouleversements.

Bien sûr, la faiblesse du Premier ministre demeure diffuse, camouflée par la baisse continue du chômage et une cote de popularité exceptionnellement élevée (2). Et rien ne transparaîtra, sans doute, dans son discours de rentrée, le dimanche 30 août, à La Rochelle, devant l'université d'été du PS. Mais, au fil des jours, ce défaut dans la cuirasse pourrait s'accroître et nourrir un procès déstabilisateur. En effet, la gauche plurielle préfigure pour Lionel Jospin la majorité politique qui le portera un jour à la présidence de la République. Maintenir son unité le plus longtemps possible correspond donc à sa stratégie personnelle. Mais, à la favoriser trop ouvertement, il court le risque d'être accusé de négliger les intérêts du pays. En son temps, le reproche avait gêné l'action de Michel Rocard à Matignon. Son attention soutenue aux désirs de l'électorat centriste, clef supposée de l'Elysée, avait accrédité l'idée d'une excessive timidité. Son procureur le plus impitoyable fut Laurent Fabius. « Nous avons besoin d'un grand dessein », lança-t-il.

Parfois, l'Histoire bégaie. ●  
Jean-Michel Apathie

(1) Le Premier ministre déclarait, dans *Le Monde* du 21 avril : « Le Sénat, avec autant de pouvoirs, où l'alternance n'est jamais possible, qui n'est pas élu au suffrage universel (...), est une anomalie parmi les démocraties. Je le perçois comme une survivance des Chambres hautes conservatrices. »

(2) Selon le baromètre Ifop-*Journal du dimanche* publié le 23 août, Lionel Jospin recueille 63 % d'opinions positives, soit 4 % de plus qu'en juillet. Le record pour un Premier ministre appartient à Jacques Chaban-Delmas, qui, en novembre 1970, totalisait 66 % de bonnes opinions.